

Brétignolles-sur-Mer : les élus municipaux mobilisés CONTRE la fermeture d'une classe de l'école publique Benjamin Rabier

Accompagné d'élus municipaux, Frédéric Fouquet, Maire de la Ville, s'est rendu ce mardi 6 février à La Roche-sur-Yon devant les locaux de l'Inspection Académique aux côtés du personnel enseignant (en grève ce jour-là) et des parents d'élèves mobilisés contre la fermeture d'une classe de l'école publique Benjamin Rabier.

En effet, une réunion a lieu ce matin au cours de laquelle la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale évoque cette possibilité. *« Une possibilité inenvisageable ! »* s'insurge le Maire de la Ville : *« Au-delà de l'émoi que peut naturellement causer une fermeture de classe dans une commune, nous avons surtout des arguments solides pour contrer cette éventualité. »*

Dans le détail, voici 3 éléments clés mis en avant par la Municipalité :

- L'évolution démographique de la commune est la plus forte au sein du Pays de Saint Gilles Croix de Vie. Elle démontre que Brétignolles-sur-Mer ne sera pas en déclin dans les années à venir. Cette dynamique est accompagnée, notamment par la volonté politique locale, avec le développement de programmes immobiliers et notamment de l'offre de logements sociaux, logements en accession et en location. Par conséquent, de nouveaux "jeunes" foyers brétignollais sont attendus.
- Une des spécificités locales est que l'école Benjamin Rabier est la seule école publique existante pour les communes limitrophes que sont La Chaize Giraud et Landevieille. Ces deux communes connaissent elles aussi une population grandissante et on ne peut se résoudre à réduire l'offre de scolarité publique.
- Décider en février de fermer une classe en septembre prochain, c'est anticiper de 7 mois les effectifs de la rentrée ! Or, c'est au cours de cette période que l'on enregistre le plus d'inscriptions. La Directrice de l'école a déjà au moins 3 nouvelles inscriptions en cours et quelques-unes supplémentaires sont même prévues. La prudence est donc de mise quant au nombre prévisionnel d'écoliers.

Alors que le Gouvernement nous a annoncé un "Choc des savoirs" avec une mobilisation générale pour élever le niveau de notre école, nous ne voulons pas subir le "Choc des fermetures" et notre mobilisation est tout aussi générale pour maintenir le nombre de classes de notre école publique. On ne peut pas s'engager à faire remonter le niveau scolaire français et fermer des classes de manière arbitraire, sans tenir compte des spécificités locales » conclut Frédéric Fouquet.